



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

Service de la fonction financière et comptable de l'Etat

Situation Mensuelle de l'Etat



Août 2023



Synthèse.....	2
Faits marquants.....	2
Chiffres clés.....	4
Solde d'exécution budgétaire.....	5
Dépenses.....	6
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme.....	7
Recettes.....	10
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé).....	10
Recettes non fiscales du budget général.....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours et attributions de produits.....	14
Opérations des comptes spéciaux.....	15
Données patrimoniales.....	16
Correspondants du Trésor et personnes habilitées.....	16
Dettes financières de l'Etat.....	17
Notes méthodologiques.....	18



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -187,934 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin août 2023 s'élève à -187,934 Md€ contre -152,123 Md€ à fin août 2022 à périmètre constant.

Cette évolution (-35,810 Md€) s'explique par une

augmentation des dépenses nettes de 14,582 Md€, une baisse des recettes nettes de 14,483 Md€ et une variation négative du solde des comptes spéciaux de 6,745 Md€.

Dépenses du budget général (nettes) : 306,062 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

► **Mission Enseignement scolaire** : 6,267 Md€, principalement au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (2,957 Md€) et du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (2,123 Md€) ;

► **Mission Défense** : 4,915 Md€, essentiellement au titre du programme « Soutien de la politique de la défense » (2,026 Md€), du programme « Préparation et emploi des forces » (1,427 Md€) et du programme « Equipement des forces » (1,315 Md€) ;

► **Mission Ecologie, développement et mobilité durables** : 2,388 Md€, notamment au titre du programme « Service public de l'énergie » (1,131 Md€) ;

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 2,194 Md€, essentiellement au titre du programme « Handicap et dépendance » (1,111 Md€) et du programme « Inclusion sociale et protection des personnes » (1,021 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin août 2023 s'élèvent à 306,062 Md€ contre 291,480 Md€ à fin août 2022 à périmètre constant.

Cette évolution (+14,582 Md€) résulte essentiellement de la hausse des dépenses de fonctionnement pour +8,125 Md€ (écart principalement lié à la mission "Engagements financiers de l'Etat" pour +4,728 Md€, hausse prévue en LFI), des dépenses de personnel pour +3,001 Md€ (hausse prévue en LFI), des charges de

► **Mission Cohésion des territoires** : 2,130 Md€, principalement au titre du programme « Aide à l'accès au logement » (1,670 Md€) ;

► **Mission Sécurités** : 1,870 Md€, essentiellement au titre du programme « Police nationale » (0,987 Md€) et du programme « Gendarmerie nationale » (0,828 Md€) ;

► **Mission Travail et emploi** : 1,291 Md€, principalement au titre du programme « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » (0,849 Md€) ;

► **Mission Investir pour la France de 2030** : 1,033 Md€, essentiellement au titre du programme « Financement structurel des écosystèmes d'innovation » (1,000 Md€).

la dette de l'Etat pour +1,752 Md€ (écart essentiellement lié à la mission "Engagements financiers de l'Etat" pour +1,699 Md€, en raison d'abondements du compte de commerce "Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat" plus élevés qu'en 2022 en raison de l'augmentation de la charge d'intérêt sur la dette de court terme) et des dépenses d'investissement pour +1,525 Md€ (écart essentiellement lié à la mission "Défense", hausse prévue en LFI).

Recettes du budget général (nettes) : 150,251 Md€

Les principales recettes du mois

► **IR net** : 8,095 Md€ ;

► **TVA nette** : 6,509 Md€ ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 2,490 Md€, dont 1,426 Md€ de droits de mutation à titre gratuit ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 1,199 Md€, dont 0,574 Md€ de prélèvements de solidarité ;

► **TICPE nette** : 1,005 Md€ ;

► **Fonds de concours et attributions de produits** : 0,928 Md€, principalement au titre de versements par l'AFITF pour financer des mesures dans le domaine des transports ;

► **IS net** : -0,834 Md€, montant essentiellement lié à des R&D à hauteur de 1,426 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -1,796 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -3,661 Md€, dont -2,064 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et -0,742 Md€ au profit du FCTVA.



Recettes fiscales (nettes) : 184,807 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin août 2023 s'élèvent à 184,807 Md€ contre 190,338 Md€ à fin août 2022 à périmètre constant.

Cette évolution (-5,531 Md€) s'explique essentiellement par une diminution des recettes d'IS net pour -4,569 Md€ (écart lié à une baisse des recettes brutes de 2,587 Md€ et à une hausse des R&D de 1,983 Md€) et des "Autres taxes intérieures" pour -4,213 Md€ (écart principalement

lié à la TICFE, essentiellement en raison de la mise en œuvre du bouclier tarifaire), ainsi que par une hausse des recettes de TVA nette pour +1,558 Md€ (écart lié à une augmentation des recettes brutes avant reversements de 12,016 Md€, ainsi que des R&D de 6,641 Md€ et des reversements de 3,817 Md€) et d'IR net pour +1,181 Md€ (écart lié à une augmentation des recettes brutes de 3,667 Md€, ainsi que des R&D de 2,486 Md€).

Recettes non fiscales : 8,641 Md€

Les recettes non fiscales à fin août 2023 s'élèvent à 8,641 Md€ contre 17,746 Md€ à fin août 2022 à périmètre constant.

Cette évolution (-9,105 Md€) s'explique essentiellement par un versement de l'UE, d'un

montant de 7,400 Md€ en 2022, pour cofinancer une partie des dépenses engagées par la France au titre du plan de relance, non encore intervenu en 2023, ainsi que par un dividende de 1,686 Md€ versé par la Banque de France en juin 2022.

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -47,486 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin août 2023 s'élèvent à -47,486 Md€ contre -47,154 Md€ à fin août 2022 à périmètre constant.

Cette évolution (-0,331 Md€) s'explique par une

augmentation des PSR au profit des collectivités territoriales à hauteur de 1,417 Md€ (hausse prévue en LFI) et de moindres PSR au profit de l'UE à hauteur de 1,086 Md€.

Fonds de concours et attributions de produits : 4,288 Md€

Les fonds de concours et attributions de produits à fin août 2023 s'élèvent à 4,288 Md€ contre

3,804 Md€ à fin août 2022 à périmètre constant, soit une évolution de +0,484 Md€.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -32,122 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

► Le compte « **Avances aux collectivités territoriales** » enregistre des dépenses pour 10,268 Md€ et des recettes pour 6,257 Md€ (dont 4,011 Md€ au titre des fractions de TVA reversées du budget général vers les collectivités territoriales et 1,509 Md€ de TF, essentiellement au titre de la mensualisation) ;

► Le compte « **Participations financières de l'Etat** » présente des dépenses pour 1,020 Md€ (dont 1,000 Md€ au titre d'un versement effectué sur le compte de l'EPIC Bpifrance dans le cadre du plan France 2030) et des recettes pour 1,019 Md€ (dont 1,000 Md€ au titre d'un abondement par la mission "Investir pour la France de 2030" du budget général) ;

Le solde des comptes spéciaux à fin août 2023 s'élève à -32,122 Md€ contre -25,378 Md€ à fin août 2022 à périmètre constant.

Cette évolution (-6,745 Md€) s'explique principalement par une diminution du solde des comptes de concours financiers de -4,941 Md€ (dont le compte « Avances aux collectivités

► Le compte « **Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat** » affiche des dépenses pour 0,864 Md€ (dont 0,630 Md€ au titre du paiement des intérêts des BTF) et des recettes pour 0,862 Md€ (dont 0,525 Md€ au titre d'abondements par le budget général) ;

► Le compte « **Couverture des risques financiers de l'Etat** » enregistre des dépenses pour 0,545 Md€ (dont 0,543 Md€ au titre de l'action de la France en Europe et dans le monde) et des recettes pour 0,545 Md€.

territoriales » pour -5,298 Md€, dégradation du solde prévue en LFI) et du solde des comptes d'affectation spéciale de -2,367 Md€ (dont le compte « Participations financières de l'Etat » pour -1,796 Md€, écart lié à une évolution des dépenses plus dynamique que celle des recettes).

Dette financière de l'Etat au 31 août 2023 : 2 436,077 Md€

La dette financière est en augmentation de 123,785 Md€ depuis le début de l'année 2023.

Cette évolution s'explique par les flux nets des titres négociables (hausse des OAT de +108,153 Md€

et hausse des BTF à hauteur de +18,879 Md€), ainsi que par les dettes financières et autres emprunts (baisse à hauteur de -3,247 Md€).



	Mois	Cumul à fin août		Ecart cumul	
	Août	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-18 941	-187 934	-152 123	-149 896	-35 810
Dépenses du budget général (nettes)	28 840	306 062	291 480	287 947	14 582
Recettes du budget général (nettes)	14 231	150 251	164 734	163 429	-14 483
Principales recettes fiscales (nettes)					
- IR	8 095	45 059	43 878	43 878	1 181
- IS *	-834	25 152	29 722	29 722	-4 569
- TICPE	1 005	10 668	10 580	11 226	88
- TVA	6 509	65 563	64 005	70 374	1 558
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-4 332	-32 122	-25 378	-25 378	-6 745

DONNEES PATRIMONIALES		
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	-5 641	166 756
Dette financière de l'Etat	19 182	2 436 077

* hors contribution sociale sur les bénéficiaires des sociétés
et contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés



	Mois	Cumul à fin août			Ecart cumul
	Août	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
unité : million d'€.					
Dépenses nettes du budget général					
Dotations des pouvoirs publics	0	1 077	1 048	1 048	29
Dépenses de personnel	11 998	94 964	91 963	91 986	3 001
Dépenses de fonctionnement	4 338	54 084	45 959	45 720	8 125
Charges de la dette de l'Etat	525	41 274	39 523	39 523	1 752
Dépenses d'investissement	1 500	13 071	11 546	11 546	1 525
Dépenses d'intervention	10 353	99 538	99 907	96 591	-369
Dépenses d'opérations financières	125	2 053	1 534	1 534	520
Total des dépenses (nettes) (I)	28 840	306 062	291 480	287 947	14 582
Recettes nettes du budget général					
Recettes fiscales	18 234	184 807	190 338	189 161	-5 531
Recettes non fiscales	527	8 641	17 746	17 746	-9 105
Prélèvements sur recettes	-5 457	-47 486	-47 154	-47 283	-331
Fonds de concours et attributions de produits ⁽¹⁾	928	4 288	3 804	3 804	484
Total des recettes (nettes) (II)	14 231	150 251	164 734	163 429	-14 483
Total des recettes (nettes et hors prélèvements sur recettes)	19 688	197 736	211 888	210 712	-14 152
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-14 609	-155 811	-126 746	-124 518	-29 066
Comptes spéciaux					
Solde des comptes d'affectation spéciale	-174	-1 770	598	598	-2 367
Solde des comptes de concours financiers	-4 292	-31 023	-26 083	-26 083	-4 941
Solde des comptes de commerce	103	584	32	32	552
Solde des comptes d'opérations monétaires	31	780	-1 033	-1 033	1 813
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-4 332	-32 122	-25 378	-25 378	-6 745
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	-18 941	-187 934	-152 123	-149 896	-35 810

⁽¹⁾ Modification de libellé en LFI 2023



	Mois	Cumul à fin août			Ecart cumul
	Août	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
unité : million d'€.					
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	11 998	94 964	91 963	91 986	3 001
Rémunérations d'activité	6 961	54 895	53 161	53 175	1 734
Cotisations et contributions sociales	4 941	39 306	38 066	38 075	1 240
Prestations sociales et allocations diverses	96	763	735	736	28
AUTRES TITRES	16 842	211 098	199 517	195 961	11 581
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	1 077	1 048	1 048	29
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	4 338	54 084	45 959	45 720	8 125
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	3 769	29 129	23 583	23 367	5 546
Subventions pour charges de service public	569	24 955	22 376	22 352	2 579
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	525	41 274	39 523	39 523	1 752
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0	0
Charges financières diverses	525	41 274	39 523	39 523	1 752
Titre 5 - Dépenses d'investissement	1 500	13 071	11 546	11 546	1 525
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	1 113	9 671	8 723	8 723	949
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	388	3 400	2 823	2 823	577
Subventions pour charges d'investissement ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Titre 6 - Dépenses d'intervention	10 353	99 538	99 907	96 591	-369
Transferts aux ménages	4 709	40 627	39 292	39 206	1 336
Transferts aux entreprises	2 615	29 223	29 514	29 722	-290
Transferts aux collectivités territoriales	924	9 984	11 082	7 818	-1 098
Transferts aux autres collectivités	2 105	18 711	19 324	19 150	-613
Appels en garantie	0	993	696	696	297
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	125	2 053	1 534	1 534	520
Prêts et avances	1	19	39	39	-20
Dotations en fonds propres	124	774	732	732	42
Dépenses de participations financières	0	1 260	762	762	498
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL (nettes)	28 840	306 062	291 480	287 947	14 582

⁽¹⁾ Création en LFI 2023



	Mois d'août		Cumul à fin août 2023		Cumul à fin août 2022 retraité		Cumul à fin août 2022 consommé		Ecart cumul 2023 / 2022 retraité
	unité : million d'€.		AE	CP	AE	CP	CP	CP	
	consommées	consommés	consommées	consommés	retraités	consommés			
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	403	525	2 326	2 200	2 112	2 136	88		
Action de la France en Europe et dans le monde	367	376	1 508	1 405	1 360	1 360	45		
Diplomatie culturelle et d'influence	12	124	549	529	508	532	21		
Français à l'étranger et affaires consulaires	23	25	269	266	244	244	22		
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	272	307	2 941	2 952	2 974	2 968	-22		
Administration territoriale de l'Etat	202	196	1 664	1 659	1 585	1 575	74		
Vie politique	1	4	148	152	354	354	-202		
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	68	107	1 129	1 141	1 035	1 039	106		
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	211	194	2 153	2 108	2 051	1 912	57		
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt ⁽¹⁾	93	87	937	914	963	1 082	-48		
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	64	53	441	421	451	449	-30		
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	54	53	384	382	378	381	4		
Allègements du coût du travail en agriculture (TODE-AG) ⁽²⁾	0	0	391	391	259	0	132		
Soutien aux associations de protection animale et aux refuges ⁽²⁾	0	0	0	0	0	0	0		
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	2	258	3 457	3 926	3 819	3 820	107		
Aide économique et financière au développement	-109	101	784	1 600	1 423	1 424	178		
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement	0	0	150	150	190	190	-40		
Solidarité à l'égard des pays en développement	111	157	2 524	2 176	2 206	2 206	-30		
Restitution des "biens mal acquis"	0	0	0	0	0	0	0		
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	7	213	1 538	1 502	1 408	1 408	94		
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation	7	213	1 465	1 428	1 331	1 331	98		
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	0	0	74	74	78	78	-4		
COHESION DES TERRITOIRES	365	2 130	16 730	13 769	13 158	13 150	611		
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	261	312	2 030	1 628	1 526	1 527	102		
Aide à l'accès au logement	0	1 670	13 282	10 809	10 575	10 575	234		
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	25	27	781	733	510	510	223		
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	26	25	224	180	171	169	9		
Politique de la ville	51	86	374	331	321	318	10		
Interventions territoriales de l'Etat	2	10	39	88	55	51	34		
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	60	59	543	520	482	482	38		
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	41	39	341	318	286	286	32		
Conseil économique, social et environnemental	0	0	44	44	46	46	-1		
Cour des comptes et autres juridictions financières	18	20	158	158	149	149	9		
Haut Conseil des finances publiques ⁽³⁾	0	0	0	0	1	1	-1		
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0	0	0		
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0	0	0		
Dépenses accidentelles et imprévisibles	0	0	0	0	0	0	0		
CULTURE	157	236	2 818	2 343	2 261	2 254	82		
Patrimoines	70	97	914	664	627	626	38		
Création	23	37	834	681	688	668	-8		
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	2	38	539	481	459	459	23		
Soutien aux politiques du ministère de la culture	61	63	531	517	487	502	29		
DEFENSE	3 650	4 915	33 091	38 484	35 269	35 259	3 215		
Environnement et prospective de la politique de défense	114	147	1 055	1 412	1 347	1 347	65		
Préparation et emploi des forces	991	1 427	8 671	8 979	7 916	7 910	1 063		
Soutien de la politique de la défense	1 966	2 026	15 813	15 895	15 267	15 263	628		
Equipement des forces	579	1 315	7 552	12 197	10 739	10 739	1 458		
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	53	61	573	548	589	589	-41		
Coordination du travail gouvernemental	47	55	478	463	431	432	32		
Protection des droits et libertés	6	6	94	85	81	81	4		
Présidence française du Conseil de l'Union européenne en 2022 ⁽³⁾	0	0	0	0	77	77	-77		
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	931	2 388	27 472	26 011	24 153	24 023	1 858		
Infrastructures et services de transports	405	509	5 857	5 744	6 144	6 043	-400		
Affaires maritimes, pêche et aquaculture ⁽¹⁾	30	31	220	190	167	134	23		
Paysages, eau et biodiversité	14	17	199	168	157	161	11		
Expertise, information géographique et météorologie	1	1	450	446	422	422	24		
Prévention des risques	32	198	877	733	677	678	56		
Energie, climat et après-mines	72	210	3 920	3 925	3 998	3 995	-73		
Service public de l'énergie	-82	1 131	12 211	12 211	10 192	10 192	2 018		
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	225	218	2 007	2 004	1 961	1 963	42		
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat	43	43	487	487	435	435	52		
Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires ⁽²⁾	190	30	1 243	104	0	0	104		



	Mois d'août		Cumul à fin août 2023		Cumul à fin août 2022 retraité		Cumul à fin août 2022 consommé	Ecart cumul 2023 / 2022 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP retraités	CP consommés		
unité : million d'€.								
ECONOMIE	1 790	214	3 045	2 571	3 848	3 622	-1 277	
Développement des entreprises et régulations	126	138	2 049	1 906	1 075	1 051	832	
Plan "France Très haut débit"	1 617	0	73	-151	200	200	-351	
Statistiques et études économiques	34	36	309	304	300	300	4	
Stratégies économiques	14	40	615	512	526	323	-14	
Financement des opérations patrimoniales en 2023 sur le compte d'affectation spéciale "Participations financières de l'Etat" ⁽¹⁾	0	0	0	0	1 748	1 748	-1 748	
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	496	482	41 961	48 613	41 879	41 879	6 735	
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat	482	482	40 787	40 787	39 088	39 088	1 699	
Appels en garantie de l'Etat	14	0	1 123	1 109	785	785	324	
Epargne	0	0	51	50	41	41	10	
Dotation du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0	0	0	
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	0	80	80	80	0	
Amortissement de la dette de l'Etat liée à la Covid-19	0	0	0	6 586	1 885	1 885	4 701	
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	6 261	6 267	54 065	53 974	52 624	52 640	1 350	
Enseignement scolaire public du premier degré	2 122	2 123	16 686	16 677	16 166	16 165	511	
Enseignement scolaire public du second degré	2 956	2 957	23 843	23 837	23 189	23 195	648	
Vie de l'élève	305	301	5 124	5 108	5 028	5 028	80	
Enseignement privé du premier et du second degrés	588	589	5 626	5 614	5 531	5 531	83	
Soutien de la politique de l'éducation nationale	203	205	1 762	1 715	1 688	1 688	27	
Enseignement technique agricole	89	93	1 024	1 023	1 022	1 033	1	
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES	898	842	7 008	6 789	6 558	6 557	231	
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	706	643	5 287	5 088	4 972	4 966	117	
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	61	60	630	629	557	559	72	
Facilitation et sécurisation des échanges	132	138	1 091	1 071	1 029	1 031	41	
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	150	113	1 530	1 247	1 283	1 283	-37	
Immigration et asile	120	86	1 170	925	982	982	-57	
Intégration et accès à la nationalité française	30	28	360	321	301	301	20	
INVESTIR POUR LA FRANCE DE 2030	1 107	1 033	3 165	3 602	2 898	2 898	704	
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	32	0	80	195	195	-115	
Valorisation de la recherche	0	0	0	0	441	441	-441	
Accélération de la modernisation des entreprises	0	0	0	23	383	383	-361	
Financement des investissements stratégiques	1 107	1	1 288	1 699	1 414	1 414	286	
Financement structurel des écosystèmes d'innovation	0	1 000	1 878	1 800	465	465	1 335	
JUSTICE	783	957	7 532	7 488	6 921	6 922	567	
Justice judiciaire	320	323	2 806	2 708	2 611	2 612	97	
Administration pénitentiaire	346	487	2 951	3 082	2 865	2 865	217	
Protection judiciaire de la jeunesse	75	92	742	684	615	615	69	
Accès au droit et à la justice	4	5	557	555	469	469	85	
Conduite et pilotage de la politique de la justice	38	49	474	457	358	359	99	
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	2	3	2	2	1	
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	4	6	544	430	356	356	74	
Presse et médias	4	5	240	233	166	166	66	
Livre et industries culturelles	0	1	304	197	190	189	7	
OUTRE-MER	138	86	2 028	1 518	1 337	1 551	181	
Emploi outre-mer	21	23	1 412	1 102	965	1 176	138	
Conditions de vie outre-mer	117	62	616	415	372	374	43	
PLAN DE RELANCE	245	347	39	1 670	6 328	6 328	-4 658	
Écologie	9	253	14	1 206	2 667	2 667	-1 462	
Compétitivité	4	93	27	426	1 253	1 253	-827	
Cohésion	232	1	-1	39	2 408	2 408	-2 369	
PLAN D'URGENCE FACE A LA CRISE SANITAIRE ⁽³⁾	0	0	0	0	1 957	1 957	-1 957	
Prise en charge du chômage partiel et financement des aides d'urgence aux employeurs et aux actifs précaires à la suite de la crise sanitaire	0	0	0	0	100	100	-100	
Fonds de solidarité pour les entreprises à la suite de la crise sanitaire	0	0	0	0	1 740	1 740	-1 740	
Renforcement exceptionnel des participations financières de l'Etat dans le cadre de la crise sanitaire	0	0	0	0	78	78	-78	
Compensation à la sécurité sociale des allègements de prélèvements pour les entreprises les plus touchées par la crise sanitaire	0	0	0	0	0	0	0	
Matériels sanitaires pour faire face à la crise de la Covid-19	0	0	0	0	38	38	-38	
POUVOIRS PUBLICS	0	0	1 077	1 077	1 048	1 048	29	
Présidence de la République	0	0	110	110	105	105	5	
Assemblée nationale	0	0	571	571	552	552	19	
Sénat	0	0	346	346	339	339	8	
La Chaîne parlementaire	0	0	34	34	34	34	0	
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0	0	0	
Conseil constitutionnel	0	0	13	13	16	16	-3	
Haute Cour	0	0	0	0	0	0	0	
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1	1	0	



	Mois d'août		Cumul à fin août 2023		Cumul à fin août 2022 retraité	Cumul à fin août 2022 consommé	Ecart cumul 2023 / 2022 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP retraités	CP consommés	
unité : million d'€. RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	1 382	571	28 793	22 277	21 017	20 999	1 260
Formations supérieures et recherche universitaire	89	99	14 335	12 287	11 817	11 815	470
Vie étudiante	153	189	2 470	1 939	1 867	1 867	72
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	1 104	149	7 692	4 345	3 956	3 960	389
Recherche spatiale	0	1	1 779	1 213	1 176	1 176	37
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	0	72	1 414	1 580	1 517	1 517	63
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	0	10	660	510	441	441	70
Recherche duale (civile et militaire)	0	9	142	115	0	0	115
Enseignement supérieur et recherche agricoles	36	43	301	287	242	224	44
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	69	513	5 458	4 559	4 421	4 522	138
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	69	358	3 744	3 167	2 984	3 086	183
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	0	66	735	602	601	601	0
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	0	89	979	791	835	835	-45
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	226	299	3 521	2 935	2 987	2 992	-52
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	224	296	3 380	2 784	2 843	2 845	-59
Concours spécifiques et administration	2	3	141	151	144	147	7
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	9 474	9 469	105 538	105 527	94 448	94 321	11 078
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat	9 168	9 163	102 689	102 679	91 183	91 183	11 496
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux	306	306	2 849	2 848	3 265	3 138	-418
SANTE	3	31	2 213	1 940	1 121	1 121	818
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	3	31	295	225	272	272	-46
Protection maladie	0	0	1 146	942	850	850	92
Carte vitale biométrique ⁽²⁾	0	0	0	0	0	0	0
Compensation à la Sécurité sociale du coût des dons de vaccins à des pays tiers et reversement des recettes de la Facilité pour la relance et la résilience (FRR) européenne au titre du volet «Séguir investissement» du plan national de relance et de résilience (PNRR)	0	0	772	772	0	0	772
SECURITES	1 967	1 870	15 304	14 987	14 365	14 367	623
Police nationale	1 033	987	8 087	7 931	7 618	7 619	313
Gendarmerie nationale	900	828	6 783	6 609	6 311	6 312	297
Sécurité et éducation routières	4	5	35	26	22	22	3
Sécurité civile	29	51	399	422	414	414	8
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	130	2 194	28 143	19 227	19 408	19 314	-181
Inclusion sociale et protection des personnes	79	1 021	13 087	9 414	9 601	9 508	-188
Handicap et dépendance	0	1 111	14 012	8 874	8 722	8 722	153
Egalité entre les femmes et les hommes	3	3	27	26	24	24	2
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales	48	58	1 018	913	861	861	52
Prise en charge par l'Etat du financement de l'indemnité inflation ⁽³⁾	0	0	0	0	200	200	-200
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	45	64	1 188	1 061	998	998	62
Sport	19	18	386	286	359	359	-73
Jeunesse et vie associative	26	46	723	556	440	440	116
Jeux olympiques et paralympiques 2024	0	0	79	219	200	200	19
TRANSFORMATION ET FONCTION PUBLIQUES	40	68	469	504	408	408	96
Performance et résilience des bâtiments de l'Etat et de ses opérateurs ⁽¹⁾	21	36	160	227	131	131	96
Transformation publique	4	13	61	86	97	97	-12
Innovation et transformation numériques	0	0	4	4	4	4	0
Fonction publique	11	15	215	159	151	151	7
Conduite et pilotage de la transformation et de la fonction publiques	4	4	28	28	24	24	4
TRAVAIL ET EMPLOI	1 226	1 291	13 459	12 385	8 177	8 186	4 208
Accès et retour à l'emploi	466	381	4 552	4 633	4 755	4 760	-121
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	700	849	8 396	7 229	2 928	2 928	4 301
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	1	1	52	70	64	64	6
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	60	60	460	453	430	434	23
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	32 546	38 003	419 724	408 741	382 663	382 268	26 078
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	23 378	28 840	317 035	306 062	291 480	287 947	14 582

⁽¹⁾ Modification de libellé en LFI 2023

⁽²⁾ Création en LFI 2023

⁽³⁾ Suppression en LFI 2023



	Mois		Cumul à fin août		Ecart cumul
	Août	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
unité : million d'€.					
Impôt sur le Revenu (A)	8 479	66 373	62 706	62 706	3 667
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	160	1 074	1 306	1 357	-232
Impôt sur les sociétés (C)	601	47 031	50 064	50 064	-3 033
Impôt sur les sociétés	593	46 228	48 815	48 815	-2 587
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	8	803	1 000	1 000	-197
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	0	0	249	249	-249
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	1 199	17 326	17 673	13 729	-346
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	63	990	722	722	268
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	386	4 194	3 339	3 339	855
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	1	75	0	0	75
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	1	0	0	1
Impôt sur la fortune immobilière	28	339	423	423	-84
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	0	3	3	3	1
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	1	227	99	99	128
Taxe sur les salaires	0	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	0	1	1	0
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	1	14	23	23	-9
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	3	20	21	21	-1
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	6	76	76	76	-1
Contribution des institutions financières	0	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	4	210	197	197	13
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	0	0	0	0
Prélèvements de solidarité	574	6 249	5 799	5 799	450
Taxe sur les services numériques	0	397	359	359	39
Taxe d'habitation sur les résidences principales	24	430	1 984	1 984	-1 554
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat)	30	3 613	4 055	112	-442
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	1	1	1	0
Recettes diverses	79	485	569	569	-84
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	1 200	12 035	12 159	12 806	-124
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	13 268	119 160	110 961	117 330	8 199
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	2 490	24 487	26 653	25 491	-2 167
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	46	354	531	531	-177
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	11	132	140	140	-8
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	1	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	8	68	48	48	20



	Mois		Cumul à fin août		Ecart cumul
	Août	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
unité : million d'€.					
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	263	2 541	2 064	2 064	477
Mutations à titre gratuit par décès	1 163	10 495	9 674	9 674	821
Contribution de sécurité immobilière	61	535	611	611	-75
Autres conventions et actes civils	34	298	313	313	-15
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	49	410	394	394	17
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	25	301	286	286	15
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	10	133	99	99	34
Timbre unique	51	268	223	223	45
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0	0
Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules	42	508	373	373	135
Droits d'importation	0	0	0	0	0
Contribution sur la rente inframarginale de la production d'électricité ⁽¹⁾	18	396	0	0	396
Autres taxes intérieures	21	2 085	6 298	5 136	-4 213
Autres droits et recettes accessoires	0	3	3	3	0
Amendes et confiscations	3	28	29	29	-1
Taxe générale sur les activités polluantes	1	600	98	98	501
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	3	45	45	45	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	1	165	157	157	8
Autres droits et recettes à différents titres	0	0	0	0	0
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	0	0	0	0	0
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	32	33	33	-1
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	18	17	17	1
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	560	560	560	0
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	23	24	24	-1
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	214	1 691	1 762	1 762	-71
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	87	618	548	548	69
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	54	271	247	247	23
Prélèvement sur les paris sportifs	51	546	497	497	49
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	8	76	65	65	11
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	202	731	1 039	1 039	-308
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	0	0	0
Autres taxes	58	555	474	474	81
TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)	27 397	287 486	281 521	283 482	5 965
TOTAL GENERAL (net)	18 234	184 807	190 338	189 161	-5 531

⁽¹⁾ Création en LFI 2023



	Mois	Cumul à fin août		Ecart cumul	
	Août	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
unité : million d'€.					
Dividendes et recettes assimilées (A)	0	2 692	4 165	4 165	-1 473
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	0	712	1 764	1 764	-1 052
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéficiaires des établissements publics non financiers	0	1 967	1 283	1 283	683
Autres dividendes et recettes assimilées	0	13	1 118	1 118	-1 105
Produits du domaine de l'Etat (B)	79	931	550	550	381
Revenus du domaine public non militaire	22	329	198	198	131
Autres revenus du domaine public	0	3	2	2	1
Revenus du domaine privé	21	330	192	192	139
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	36	267	157	157	110
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	0	1	1	1	0
Produits de la vente de biens et services (C)	260	1 697	1 898	1 898	-201
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	58	329	356	356	-26
Autres frais d'assiette et de recouvrement	84	702	745	745	-43
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	6	27	27	-21
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	1	3	3	3	0
Autres recettes diverses	116	657	767	767	-110
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	26	329	393	393	-63
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	0	162	31	31	132
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	0	7	5	5	2
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	2	17	3	3	14
Intérêts des autres prêts et avances	14	54	271	271	-217
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	3	53	59	59	-6
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	6	6	6	6	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	0	29	17	17	12



	Mois	Cumul à fin août			Ecart cumul
	Août	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
unité : million d'€.					
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	61	1 080	1 704	1 704	-625
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	0	45	45	45	0
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	0	138	410	410	-273
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	2	175	238	238	-63
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	2	9	5	5	4
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	56	701	983	983	-282
Frais de poursuite	1	4	8	8	-4
Frais de justice et d'instance	1	5	6	6	-1
Intérêts moratoires	0	0	0	0	0
Pénalités	0	2	8	8	-7
Divers (F)	100	1 912	9 037	9 037	-7 124
Reversements de Natixis	0	0	0	0	0
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	533	348	348	185
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	0	0	0	0
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	1	360	508	508	-147
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	27	158	126	126	31
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	9	9	9	0
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0	0
Frais d'inscription	0	4	4	4	-1
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	4	5	5	-1
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	4	5	5	0
Récupération d'indus	2	59	19	19	40
Recouvrements après admission en non-valeur	7	74	89	89	-15
Divers versements de l'Union européenne	0	0	7 400	7 400	-7 400
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	2	26	19	19	6
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	3	23	18	18	5
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	2	4	4	-2
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	0	0	0	0	0
Soultte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0	0
Recettes accidentelles	16	256	224	224	32
Produits divers	1	21	4	4	16
Autres produits divers	38	379	254	254	124
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	527	8 641	17 746	17 746	-9 105

(1) Suppression en LFI 2023



	Mois	Cumul à fin août		Ecart cumul	
	Août	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
unité : million d'€.					
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-3 661	-31 065	-29 648	-29 777	-1 417
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-2 064	-18 921	-18 489	-18 614	-431
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	0	-2	-2	-2	0
Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	0	-6	-8	-8	1
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-742	-4 871	-4 495	-4 495	-376
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-36	-610	-569	-569	-41
Dotation élu local	-103	-103	-22	-22	-81
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	0	-29	-35	-35	6
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	0	-4	4	0	-8
Dotation départementale d'équipement des collèges	-22	-318	-300	-300	-18
Dotation régionale d'équipement scolaire	-94	-605	-661	-661	57
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire	0	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-240	-1 919	-1 923	-1 923	4
Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-19	-323	-313	-313	-10
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	0	-3	10	10	-12
Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte	-9	-71	-71	-71	0
Fonds de compensation des nuisances aeroportuaires	0	0	0	0	0
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	0	-259	-246	-246	-13
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	0	0	-27	-27	27
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	-14	-67	-67	-67	1
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la Polynésie française	-8	-60	-60	-60	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire	0	30	284	284	-254
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des régions d'outre-mer confrontées à des pertes de recettes d'octroi de mer et de taxe spéciale de consommation du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de la collectivité de Corse confrontée à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Wallis-et-Futuna confrontées à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels	-310	-2 920	-2 656	-2 656	-263
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des communes et EPCI contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de cotisation foncière des entreprises	0	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat de compensation du Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO)	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel de compensation aux départements de la revalorisation du revenu de solidarité active	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel pour les communes et leurs groupements face à la croissance des prix de l'énergie et de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique	0	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et des groupements de communes qui procèdent à l'abandon ou à la renonciation définitive de loyers	0	0	-1	-1	1
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation exceptionnelle pour la revalorisation des rémunérations versées aux stagiaires de la formation professionnelle	0	-5	0	0	-5
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-1 796	-16 420	-17 506	-17 506	1 086
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-5 457	-47 486	-47 154	-47 283	-331
Fonds de concours et attributions de produits ⁽¹⁾					
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	838	3 751	3 466	3 466	285
Fonds de concours - coopération internationale	90	537	338	338	199
TOTAL FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS ⁽¹⁾	928	4 288	3 804	3 804	484

⁽¹⁾ Modification de libellé en LFI 2023



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Août 2023**

OPERATIONS DES COMPTES SPECIAUX

	Mois d'août		Cumul à fin août						Ecart cumul				
	Dépenses	Recettes	Dépenses			Recettes				Soldes			Soldes 2023 / 2022 retraité
			2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023	2022 retraité	2022 exécuté		2023	2022 retraité	2022 exécuté	
unité : million d'€.													
Comptes d'affectation spéciale	6 441	6 267	58 159	47 419	47 419	56 390	48 016	48 016	-1 770	598	598	-2 367	
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	195	192	692	618	618	1 341	1 189	1 189	649	571	571	78	
Développement agricole et rural	51	11	88	74	74	138	129	129	50	55	55	-5	
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	17	31	173	198	198	252	251	251	78	53	53	26	
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	30	22	231	182	182	343	174	174	112	-7	-7	119	
Participation de la France au désendettement de la Grèce ⁽¹⁾	0	0	0	133	133	0	0	0	0	-133	-133	133	
Participations financières de l'Etat	1 020	1 019	14 996	6 261	6 261	12 800	5 861	5 861	-2 196	-400	-400	-1 796	
Pensions	5 129	4 992	41 979	39 953	39 953	41 515	40 412	40 412	-463	459	459	-922	
Comptes de concours financiers	10 615	6 323	86 695	79 756	79 756	55 671	53 674	53 674	-31 023	-26 083	-26 083	-4 941	
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Avances à l'audiovisuel public	318	7	2 544	2 464	2 464	54	472	472	-2 490	-1 992	-1 992	-498	
Avances aux collectivités territoriales	10 268	6 257	82 094	74 284	74 284	53 735	51 222	51 222	-28 359	-23 061	-23 061	-5 298	
Prêts à des Etats étrangers	12	0	476	618	618	325	694	694	-152	77	77	-228	
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	17	7	410	894	894	269	245	245	-141	-649	-649	508	
Prêts et avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics ⁽²⁾	0	51	1 170	1 496	1 496	1 288	1 039	1 039	118	-457	-457	575	
Comptes de commerce	1 588	1 692	49 337	44 045	44 045	49 921	44 077	44 077	584	32	32	552	
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers et énergies alternatives, biens et services complémentaires ⁽²⁾	88	21	705	661	661	747	594	594	43	-68	-68	110	
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	19	13	131	130	130	118	125	125	-13	-5	-5	-8	
Couverture des risques financiers de l'Etat	545	545	2 161	1 699	1 699	2 161	1 699	1 699	0	0	0	0	
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	54	97	435	375	375	533	481	481	98	106	106	-8	
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	864	862	44 590	40 481	40 481	44 599	40 475	40 475	9	-5	-5	14	
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés	0	0	5	6	6	3	5	5	-2	-1	-1	-1	
Opérations commerciales des domaines	6	9	46	38	38	80	68	68	34	30	30	4	
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	1	1	19	21	21	17	13	13	-3	-8	-8	5	
Renouvellement des concessions hydroélectriques ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Soutien financier au commerce extérieur	11	144	1 243	635	635	1 662	618	618	419	-18	-18	436	
Comptes d'opérations monétaires	5	36	147	2 650	2 650	928	1 617	1 617	780	-1 033	-1 033	1 813	
Emission des monnaies métalliques	5	36	68	97	97	175	179	179	107	82	82	25	
Opérations avec le Fonds Monétaire International	0	0	52	2 542	2 542	745	1 433	1 433	694	-1 108	-1 108	1 802	
Pertes et bénéfices de change	0	0	28	11	11	8	5	5	-20	-7	-7	-14	
TOTAL COMPTES SPECIAUX	18 650	14 318	194 338	173 870	173 870	162 910	147 384	147 384	-31 429	-26 486	-26 486	-4 943	
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	18 650	14 318	194 287	171 329	171 329	162 164	145 951	145 951	-32 122	-25 378	-25 378	-6 745	

⁽¹⁾ Suppression en LFI 2023

⁽²⁾ Modification de libellé en LFI 2023



Situation Mensuelle
de l'Etat
Août 2023

CORRESPONDANTS DU TRESOR
ET PERSONNES HABILITEES

		unité : million d'€.	Solde au 31/12/2022	Flux nets de l'année	Solde à fin août 2023
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes à caractère financier	Organismes d'assurance et de réassurance	389	-13	377
		Caisse des Dépôts et Consignations	12	-1	11
		La Poste	0	0	0
		Divers organismes à caractère financier	4 834	180	5 014
	Total organismes à caractère financier		5 235	166	5 401
	CEPL	Régions	2 683	-51	2 632
		Départements	12 020	-1 813	10 208
		Communes	31 795	-2 001	29 795
		Etablissements publics de coopération intercommunale	18 875	-752	18 123
		Etablissements sociaux et médico-sociaux	2 393	-398	1 994
		Autres	10 106	-368	9 739
	Total CEPL		77 872	-5 382	72 490
	Etablissements publics de santé		9 230	-2 218	7 013
	Etablissements publics nationaux	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	26 972	-6 203	20 769
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	22 088	512	22 600
		Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	5 175	2 338	7 513
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	2 305	-638	1 666
	Total établissements publics nationaux		56 540	-3 991	52 549
	Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger		8 816	-1 151	7 665
	Union européenne		3 975	-150	3 825
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	BPI Groupe financement fonds de garantie	5 986	44	6 030	
	GIP	1 887	307	2 194	
	EPLÉ	2 809	735	3 544	
	Autres correspondants	3 338	385	3 722	
	Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
	Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	72	-72	0	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés		14 091	1 398	15 489	
Total Dépôts de fonds du Trésor		175 760	-11 328	164 432	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	306	1 704	2 010	
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	3	312	315	
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	0	0	
	Total Comptes à terme	309	2 015	2 324	
Total Passif (A)		176 069	-9 313	166 756	
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0	
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0	
Total Actif (B)		0	0	0	
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS DU TRESOR ET PERSONNES HABILITEES (A-B)		176 069	-9 313	166 756	



unité : million d'€.	Solde au 31/12/2022	Flux nets de l'année	Solde à fin août 2023
Titres négociables (A)	2 277 824	127 032	2 404 856
Titres négociables à moyen et long terme	2 129 361	108 153	2 237 514
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	2 129 361	108 153	2 237 514
<i>dont - taux fixe</i>	1 867 131	112 515	1 979 645
<i>- taux variable</i>	213 940	-1 782	212 158
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont - taux fixe</i>	0	0	0
<i>- taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	148 463	18 879	167 342
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	148 463	18 879	167 342
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	34 468	-3 247	31 221
TOTAL (A+B+C)	2 312 292	123 785	2 436 077



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois.
Les chiffres « 2022 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière.
Les chiffres « 2022 retraité » correspondent aux données « 2022 exécuté » corrigées du montant 2022 du programme 201 « Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux » et des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI.

Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public.

Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Dépenses et recettes nettes

L'article 8 de la loi organique n° 2021-1836 du 28 décembre 2021 relative à la modernisation de la gestion des finances publiques vient compléter l'article 10 de la loi organique n° 2021-692 du 1^{er} août 2001 par l'alinéa ainsi rédigé « Les crédits relatifs aux remboursements, restitutions et dégrèvements des impositions de toutes natures revenant à l'Etat ne sont pas pris en compte pour l'évaluation des recettes et la présentation du tableau d'équilibre prévue à l'article 34 ».

Les dépenses et recettes nettes correspondent ainsi aux dépenses budgétaires brutes et aux recettes fiscales brutes, minorées des remboursements et dégrèvements (R&D) d'impôts d'Etat (mission « R&D », programme 0200 « R&D d'impôts d'Etat »).

Dettes financières de l'Etat

La dette financière de l'Etat (page 17) ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations, pour présenter un montant en accord avec la dette au sens de Maastricht.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours et attributions de produits

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission. Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes (PSR)

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation. Unité de spécialité des crédits, il constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe fixée par le Parlement, sans dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R&D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante.

Titre

Le titre identifie une typologie de dépenses budgétaires de l'Etat.